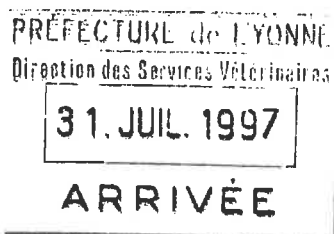


PREFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DU DEVELOPPEMENT



ARRÊTÉ N°

DCLD.B1.1997.231
du 28 JUL. 1997

Autorisant M Jean-Dominique NICOLAS à exploiter un élevage de 61 470 poulets de chair sur le territoire de la commune de VILLEFRANCHE SAINT PHAL

LE PREFET DE L'YONNE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

- VU la loi n° 76-663 modifiée du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;
- VU le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée;
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature officielle des installations classées,
- VU la demande présentée par M. Jean-Dominique NICOLAS en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un élevage de 61470 poulets de chair sur le territoire de la commune de VILLEFRANCHE SAINT PHAL
- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé, pendant un mois, dans la commune de VILLEFRANCHE SAINT PHAL
- VU l'avis du commissaire enquêteur;
- VU l'avis des conseils municipaux des communes de VILLEFRANCHE SAINT PHAL et CUDOT
- VU l'avis des chefs de services intéressés
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa session du 9 JUILLET 1997

CONSIDERANT que la demande a été soumise aux formalités réglementaires et que les dangers ou inconvénients de l'exploitation peuvent être prévenus par des mesures spécifiques de nature à protéger l'Environnement

SUR proposition de Mme le Secrétaire Général de la Préfecture;

ARRETE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Localisation

Article 1

Les bâtiments d'élevage sont implantés sur les parcelles cadastrées section ZK n° 16, 17 et 18, en parallèle à la R.D. 18, le plus proche bâtiment étant éloigné d'au moins 48,50 m de cette route.

Les bâtiments seront couverts de tôles d'acier laqué (type bronze de Haironville).

Les bâtiments d'élevage seront séparés les uns des autres par une distance d'au moins 25 mètres.

Règles d'aménagement

Article 2

Les installations d'évacuation ou de stockage des déjections de lapins élevés sur le site sont imperméables et maintenues en parfait état d'étanchéité.

Les murs et les cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Article 3

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

Article 4

Le stockage des fumiers de volailles peut être effectué sur le sol, dans la mesure où l'aire de stockage est bâchée ou couverte. Le stockage de longue durée n'est admis que sur la parcelle cadastrée YB 002, VILLEFRANCHE SAINT PHAL. Le stockage bout de champ ne peut excéder une durée de deux mois.

Le stockage des déjections de lapins doit être effectué sur une aire ou une fosse étanche qui est soit couverte de façon à éviter le ruissellement des eaux pluviales sur les déjections, soit munie au moins d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage. La capacité de l'aire ou de la fosse de stockage doit permettre de conserver la totalité des déjections produites pendant quatre mois au minimum.

Article 5

Les aliments destinés à la nourriture des volailles sont entreposés en silo.

Règles d'exploitation

Article 6

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T		Emergence maximale admissible en dB (A)
	T < 20 minutes	10
20 minutes	< T < 45 minutes	9
45 minutes	< T < 2 heures	7
2 heures	< T < 4 heures	6
	T > 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier répondent notamment aux dispositions du décret du 18 avril 1969 susvisé.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 7

Les bâtiments sont convenablement ventilés.

Toutes les mesures efficaces, notamment l'épandage de superphosphate ou de tout autre produit approprié sont prises pour limiter les émissions d'odeurs.

Article 8

Les déjections sont traitées par épandage sur des terres agricoles et tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Article 9

L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation de tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est suivi d'un enfouissement sous vingt-quatre heures.

Article 10

1° Les effluents et les déjections solides de l'exploitation incluant ceux de l'élevage avicole et ceux des autres activités d'élevage exercées au sein de cette exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Ils ne peuvent en aucun cas dépasser la valeur maximale de 170 kg d'azote/ha/an.

Sur les terres en jachère et sur les cultures de légumineuses : il ne sera fait aucun apport azoté.

L'exploitant déclare au préfet les modifications notables du plan d'épandage.

2° L'épandage est interdit :

- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;

3° Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation azotée, réactualisé, le cas échéant, suivant les modifications d'assolement ;
- les dates d'épandage ;
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandu, toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures ;
- le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Article 11

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

Les locaux sont nettoyés et désinfectés en tant que de besoin.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Article 12

Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Ils sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

Article 13

Les installations électriques sont conformes à la norme C 15 100 relatives aux locaux humides et les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 14

Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

Article 15

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, pour le 30 novembre 1997, une attestation établie par le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours par laquelle il sera déclaré que les moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie sont en place.

Article 16

Le site sera planté d'arbres à feuilles caduques d'essences indigènes et susceptibles d'atteindre la hauteur du sommet du toit du poulailler.

Ces arbres seront disposés de manière à masquer les bâtiments d'élevage.

ARTICLE 17 : MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave survenant du fait des installations définies dans le présent arrêté ou des installations annexes, et qui seraient de nature à mettre en jeu l'intégralité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens qui pourraient présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'Environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments, l'exploitant en averti dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex) l'inspecteur des installations classées.

Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes de phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour le pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 18 : L'exploitant est tenu de laisser visiter l'ensemble de ses installations par les agents désignés à cet effet.

ARTICLE 19 : Les conditions ainsi fixées ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs (notamment au titre III - livre II du code du travail) ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but, l'inspection du travail est chargée de l'application du présent article.

ARTICLE 20 : La présente autorisation qui ne vaut pas permis de construire ou occupation du domaine public est accordée sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés au profit de ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

ARTICLE 21 : La présente permission cessera d'avoir effet dans le cas où il s'écoulerait, à compter du jour de sa notification un délai de trois ans avant la mise en activité de l'établissement ou une interruption de deux années consécutives de son exploitation, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 22 : En cas de cession de l'établissement, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suit la prise de possession.

ARTICLE 23 : Faute par le pétitionnaire de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui pourraient lui être imposées par la suite, la présente autorisation pourra être suspendue.

ARTICLE 24 : L'exploitant peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou d'un recours hiérarchique M. le ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux.

Le délai de recours d'un tiers est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Celui-ci est éventuellement prolongé jusqu'à deux ans après la mise en service de l'installation, qui peut intervenir dans les trois ans qui suivent la délivrance de l'autorisation.

7

ARTICLE 25 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 26 : Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de VILLEFRANCHE SAINT PHAL pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par M le Maire de VILLEFRANCHE SAINT PHAL et renvoyé à la Préfecture de l'Yonne (Direction des Collectivités Locales et du Développement - Bureau de l'Environnement et de Cadre de Vie).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins de M le Préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

ARTICLE 27 : Une ampliation du présent arrêté notifié par la voie administrative à M Jean-Dominique NICOLAS chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressé à :

- Ms les maires de VILLEFRANCHE SAINT PHAL et CUDOT
- M le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M le Directeur des Services Vétérinaires inspecteur des installations classées.
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales (inspection de la santé)
- M le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M le Directeur Départemental du travail et de l'emploi
- M le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, ingénieur en chef du génie rural (service hydraulique)
- M le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne
- M le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes
- M le Président du Conseil Général de l'Yonne
- M le Président du Tribunal administratif de DIJON
- M MENEGAULT commissaire enquêteur
- M le directeur de l'agence de l'eau Seine Normandie
- M le Lieutenant Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de l'Yonne
- M le sous-préfet d'AVALLON, de SENS

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

AUXERRE, le 28 JUL. 1997

Pour ampliation,

Le Directeur Délégué,

Gérard BRUN

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

SIGNÉ

Sylvette MISSON